

# Les politiques de lecture publique au Brésil

*Cécile Le Tourneau*

Bibliothèque départementale  
du Val-d'Oise  
cecile.letourneau@valdoise.fr

---

**L'**année 2005 est l'année du Brésil en France, moment de découvrir un géant territorial riche d'une ambition culturelle qui va bien au-delà de la samba et du football. Pays très inégalitaire, écartelé entre une classe supérieure fort minoritaire mais extrêmement riche et une immense population pauvre, souvent analphabète et sujette à une violence quotidienne, le Brésil est confronté à des défis de très grande ampleur pour promouvoir une politique culturelle nationale.

Pour autant, de grands programmes sont régulièrement lancés et commencent à présenter des résultats encourageants. Ainsi, grâce à l'action volontariste menée durant les deux mandats du président Fernando Henrique Cardoso (1994-2002), le pays a-t-il aujourd'hui un taux de scolarisation proche de 100 %. Le défi actuel, clairement exprimé par le président Luiz Inácio Lula da Silva, dont le mandat a débuté en 2003, est de

permettre l'accès des classes moyennes et défavorisées à la culture, et en particulier au livre. Ainsi depuis l'année 2004, le livre est explicitement inséré dans l'ensemble des réformes sociales en cours.

L'année 2005 paraît particulièrement propice pour avancer rapidement dans cette direction, puisqu'elle est l'année de la lecture en Amérique latine et qu'elle prétend en faire le thème prioritaire des agendas de

Docteur ès lettres et diplômée de muséologie, **Cécile Le Tourneau** est adjointe au directeur de la Bibliothèque départementale du Val-d'Oise. Elle est l'auteur d'un article paru dans le BBF, n° 6, 2000 et d'une contribution au colloque « Héritiers et héritage de Théophile Gautier », publiée dans le Bulletin de la Société Théophile Gautier, n° 21 (1999).

politique publique, en lançant une grande mobilisation sociale autour de la lecture comme rouage de l'inclusion sociale et du développement. À cette occasion, le Brésil devrait annoncer son nouveau grand Plan national du livre et de la lecture.

Les difficultés sont énormes. Le Brésil est un pays aux dimensions continentales, un adulte brésilien sur quatre est analphabète et le livre n'a jamais fait partie des politiques publiques prioritaires. Pour autant, malgré l'obstacle majeur qu'est la faible disponibilité de livres, de nombreuses initiatives locales existent, rencontrant toujours beaucoup d'enthousiasme auprès des populations et laissant imaginer qu'une véritable politique publique du livre et de la lecture, si elle en reçoit les moyens politiques et financiers, pourrait avoir rapidement des résultats spectaculaires.

### Le pays

Le Brésil est un pays de 8,5 millions de kilomètres carrés (15 fois la France), qui comptait près de 170 millions d'habitants lors du recensement de 2000. République fédérative de 27 États, le pays est découpé en environ 6 000 *municípios*, l'équivalent de nos communes, dont la taille varie entre 3 et 169 000 km<sup>2</sup>, pour une moyenne de 1 550 km<sup>2</sup> - cette moyenne est néanmoins peu représentative car il existe un très fort contraste entre le Sud-Est du pays et le Nord (Amazonie). Les possibilités d'intervention de la puissance publique y sont limitées, tout d'abord par la faiblesse du budget public, ensuite par la pression exercée sur ce budget par la dette extérieure du

pays, et enfin par l'importance du déficit d'équipement : le Brésil manque de routes, doit agrandir ses ports, construire et équiper des milliers d'écoles... Mobiliser des fonds pour la culture est donc profondément difficile, d'autant plus que ce secteur, à la différence du secteur pétrolier ou des universités, n'a jamais fait l'objet de politiques spécifiques avant les années 1990.

### Contrastes sociaux et géographiques

La complexité de la tâche est renforcée par les contrastes sociaux et géographiques. Les géographes des années 1950 surnommaient le pays le

Le contraste culturel entre les Brésiliens est énorme et les personnes les plus cultivées utilisatrices de bibliothèques magnifiques et prestigieuses côtoient des millions d'analphabètes pour lesquels le livre est un objet inaccessible, voire inconnu

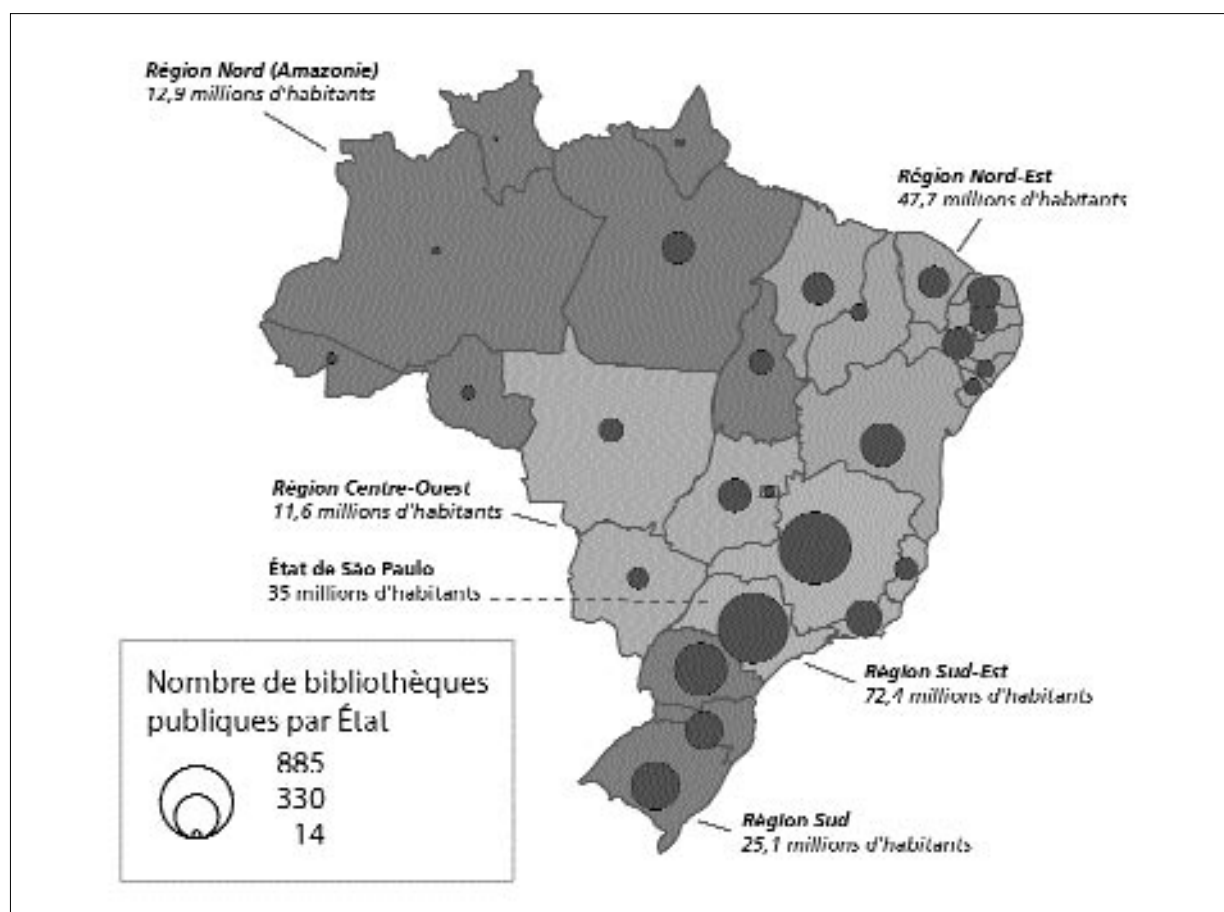
« Belindia » pour expliquer qu'en un seul et même pays se trouvaient d'un côté une minorité riche et éduquée, de taille et de pouvoir d'achat comparables à la Belgique, et de l'autre côté une population misérable mais nombreuse rappelant les masses de l'Inde. La situation n'a que peu changé aujourd'hui, la « classe moyenne », ou celle dont les moyens économiques lui permettraient l'accès à la culture, s'étant étoffée mais demeurant mino-

ritaire. Les contrastes géographiques ne sont pas moindres. Environ la moitié de la richesse du pays se concentre dans la région du Sud-Est, qui représente à peu près 15 % de la superficie totale. Les régions Nord (Amazonie) et surtout Nord-Est sont les plus pauvres, et concentrent environ un tiers de la population. Le contraste est net en ce qui concerne la capacité des États à investir dans l'éducation et la culture : quand ceux de la région Nord-Est consacrent environ 42 euros par habitant pour l'éducation, ceux de la région Sud en consacrent presque le double. L'État de São Paulo, le plus puissant et le plus riche de la fédération, regroupe 30 des 170 millions de Brésiliens et dispose des plus gros budgets : il consacre 94 euros par an et par habitant pour l'éducation et 1,60 euro pour la culture quand la moyenne nationale est respectivement de 64 euros et 1,22 euro. Par ailleurs, alors que le budget du ministère de la Culture de l'État fédéral s'élève à 70 millions d'euros, celui de l'État de São Paulo, pour le même poste, avoisine les 59 millions. Enfin, 53 % des acheteurs de livres se concentrent dans la région Sud-Est du pays, qui regroupe les États de Rio de Janeiro, de São Paulo, d'Espirito Santo et de Minas Gerais.

### Contraste culturel

De la même manière, le contraste culturel entre les Brésiliens est énorme et les personnes les plus cultivées utilisatrices de bibliothèques magnifiques et prestigieuses (comme la Bibliothèque nationale à Rio ou la très moderne bibliothèque du Sénat fédéral à Brasília) côtoient des millions d'analphabètes pour lesquels le livre est un objet inaccessible, voire inconnu.

Il n'existe que 1 000 librairies sur tout le territoire brésilien, la plupart étant concentrées dans les capitales des États et dans les grandes villes. C'est dire la grande inégalité de l'accès au livre au Brésil. La production de livres, quant à elle, est assez élevée en



valeur absolue (environ 300 millions d'exemplaires par an), mais elle reste faible rapportée au nombre d'habitants (environ 1,8 contre plus de 7 en France). De plus, les trois quarts de ces livres sont des ouvrages didactiques ou des manuels scolaires, laissant peu de place aux autres types d'ouvrages - bien que l'on enregistre depuis une dizaine d'années une percée spectaculaire des livres religieux.

L'analphabétisme est une question complexe mais fondamentale pour comprendre le défi que représente la construction d'une politique de lecture publique. En effet, si le taux de scolarisation des enfants entre 7 et 14 ans est de 96,5 % et que seulement 3 % des enfants entre 15 et 19 ans sont analphabètes, 35 % des Brésiliens d'âge adulte le sont.

Deux types d'analphabétisme peuvent être distingués. Celui qui, conformément à la définition de l'Unesco de 1978, regroupe « toute personne

de 15 ans ou plus incapable de lire et écrire, en le comprenant, un texte bref et simple de faits en rapport avec la vie quotidienne », intitulé « *analphabétisme absolu* », et celui qui comprend « toute personne de 15 ans ou plus incapable d'exercer toutes les activités pour lesquelles l'alphabétisme est nécessaire au bon fonctionnement de son groupe, de sa communauté et aussi pour lui permettre de lire, écrire et calculer en vue de son propre développement et de celui de sa communauté », dénommé ici « *analphabétisme fonctionnel* » et que nous appelons en France illettrisme. Au Brésil, on dénombre environ 15 millions d'analphabètes absolus et 15 millions d'analphabètes fonctionnels, soit un Brésilien adulte sur quatre qui ne maîtrise pas ou insuffisamment la lecture et l'écriture. Par ailleurs, la politique d'universalisation de l'enseignement ayant été menée

très rapidement, on peut penser que, dans les régions les plus éloignées, la qualité de la formation des professeurs est faible, ce qui laisse supposer qu'il sera difficile de réduire considérablement ces chiffres à court terme.

## Les bibliothèques publiques

L'offre de bibliothèques publiques au Brésil est pauvre. Près de 4 000 sur tout le territoire, alors qu'il en faudrait au minimum 10 000 pour atteindre un niveau de couverture européen. Environ 1 000 communes ne disposent d'aucune bibliothèque publique. Comme le montre la carte, les régions Sud et Sud-Est disposent du plus grand nombre de bibliothèques (plus de 800 pour chacun des deux États de São Paulo et de Minas Gerais), alors que les régions Nord-Est et Nord (l'Amazonie) en sont quasiment dépourvues.

Peu nombreuses, les bibliothèques publiques brésiliennes survivent souvent dans un état précaire. Elles disposent de fonds constitués la plupart du temps par des dons de livres d'occasion et sont rarement gérées par des professionnels. Très peu de bibliothèques publiques disposent d'un budget d'acquisition, si bien que leur investissement dans le marché du livre est faible : moins de 1,5 million de livres acquis par an contre environ 6 millions pour les bibliothèques publiques en France, pour une production d'environ 300 millions d'exemplaires par an (431 millions en France).

### « Une bibliothèque dans chaque commune »

Pourtant, en 1996, le gouvernement avait lancé le programme « Une bibliothèque dans chaque commune », censé doter chacune des 6000 communes d'une bibliothèque publique. Reposant en grande partie sur un investissement des communes (qui doivent fournir le local, le mobilier, la connexion téléphonique et les salariés, en plus d'inscrire dans leur budget l'existence de cette bibliothèque), ce programme faisait appel au gouvernement fédéral pour la constitution du fonds initial, sous la forme d'une enveloppe budgétaire de 10000 euros par bibliothèque et de quelques recommandations.

De 1996 à 2001, 1000 nouvelles bibliothèques ont été implantées, dont 690 dans la région du Nord-Est, la plus pauvre du pays. 500 autres bibliothèques ont été rénovées et modernisées. Toutes ces nouvelles bibliothèques ont été installées en dehors des écoles, afin de garantir leur ouverture à l'ensemble de la communauté. Au total, ce sont près de 4 millions de livres qui ont été financés par le gouvernement brésilien durant cette période.

Résultat de cette politique, le nombre de bibliothèques publiques était estimé à 4288 en 2001. Cependant, l'objectif affiché de doter 95 % des communes brésiliennes d'une biblio-

thèque publique n'a pas été atteint. On notera d'ailleurs que ce programme, comme de nombreux projets du gouvernement fédéral, n'avait pas échappé aux effets d'annonce : doté d'un budget d'à peine 13,8 millions d'euros, on voit mal comment il aurait pu atteindre son objectif. De telles distorsions entre les ambitions affichées et la réalité n'ont pas disparu, loin de là, depuis l'élection du président Lula, qui, s'il prétend mettre fin à bon nombre d'inégalités sociales, dont l'accès au livre, n'a pas défini clairement d'où viendront les moyens financiers de cette nouvelle politique. Au surplus, on peut se demander si les mesures adoptées à l'heure actuelle, qui reposent sur la distribution massive de livres, sont vraiment très différentes de celles des gouvernements précédents.

### « Littérature dans ma maison »

Avoir une politique de lecture publique est relativement nouveau au Brésil. Si le gouvernement fédéral a cherché à renforcer l'éducation de haut niveau à partir des années 1930<sup>1</sup>, la plus grande partie de son activité dans le domaine du livre consistait à distribuer des livres aux écoles, dont une très large partie de la population était exclue.

Le ministère de l'Éducation (MEC), en effet, distribue des livres didactiques et littéraires aux bibliothèques des écoles publiques de l'enseignement fondamental obligatoire (qui accueille les enfants de 7 à 14 ans), par le biais de son « Programme national Bibliothèque de l'école » (PNBE). Pour la seule année 1999, 36000 écoles ont reçu des collections de livres, ce qui correspond à environ 10 millions d'élèves touchés.

Pourtant, ne pouvant pas s'appuyer sur un réseau de bibliothèques scolaires suffisant (seules 49000 écoles sur les 170000 de l'enseignement

fondamental possèdent une bibliothèque), le MEC a décidé d'apporter les livres au plus près des élèves et de leur famille.

Depuis 2001, il a lancé un nouveau programme intitulé « Littérature dans ma maison » qui vise à distribuer le livre – des livres de littérature générale et non des manuels scolaires – non pas aux bibliothèques des écoles, mais directement aux élèves des classes de 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> séries (élèves de 10 et 11 ans). Chacun reçoit ainsi un lot de 5 volumes (un livre de poésie, une nouvelle, un conte, une œuvre classique, une pièce de théâtre ou un livre de tradition populaire choisis par le ministère) et les emporte chez lui. Ainsi, en 2001, par le biais de 140000 écoles, 8,5 millions d'enfants ont reçu un tel lot, c'est-à-dire la totalité des enfants de l'enseignement public ayant 10 ans cette année-là.

En outre, le ministère distribue également des livres aux nombreux établissements d'enseignement pour jeunes et adultes de plus de 15 ans qui souhaitent reprendre des études scolaires<sup>2</sup>. Pour le gouvernement brésilien, ces campagnes de distributions de livres pour les élèves de l'enseignement fondamental public représentent environ 14 millions d'euros chaque année.

Aujourd'hui, l'heure est au bilan de ces campagnes de distribution de livres à grande échelle. Le ministère de l'Éducation demande que des évaluations soient faites et s'oriente plutôt vers l'ouverture de lignes de financement pour l'implantation de bibliothèques scolaires, l'actualisation des fonds et la « formation d'élèves et de professeurs lecteurs ». La formation des professeurs est en effet un problème préoccupant, car bon nombre d'entre eux n'ont guère plus qu'un niveau primaire... Dans ce contexte,

1. L'une des facettes de cette politique ayant été la création de l'université de São Paulo avec l'appui d'une mission de professeurs français comprenant entre autres Claude Lévi-Strauss.

2. Il faut savoir qu'au Brésil, environ 4,5 millions de personnes fréquentent ces établissements qui proposent de poursuivre des études primaires ou secondaires aux personnes de plus de 15 ans. Sur ces 4,5 millions, plus de 3 millions sont inscrits dans un cours de 1<sup>er</sup> degré (équivalent de l'école primaire) et près de 2 millions ont plus de 30 ans.

le problème n'est pas tant la présence du livre que l'utilisation que le professeur en fait. Il faut sensibiliser l'ensemble des professeurs à l'intérêt de la lecture et leur donner les compétences pour faire partager cet intérêt aux élèves. Un large travail de formation continue des professeurs est ainsi en train de se mettre en place.

Si donc la distribution de livres n'est pas une mesure nouvelle du gouvernement Lula, les choix actuels se portent sur un élargissement de ce modèle distributif tant en ce qui concerne le type de document distribué qu'en ce qui concerne le public.

**Il faut sensibiliser  
l'ensemble des professeurs  
à l'intérêt de la lecture  
et leur donner  
les compétences  
pour faire partager  
cet intérêt aux élèves**

Le gouvernement brésilien semble parfois choisir, faute d'implanter une bibliothèque publique près de chaque citoyen, de faire entrer autoritairement et parfois superficiellement le livre dans chaque maison. Est-ce en se passant du relais du lieu de lecture et du médiateur du livre que se construit une politique de lecture publique ? Nous verrons qu'une véritable politique du livre et de la lecture commence à naître au Brésil. Une politique qui se veut nationale, globale, intégrante et permanente.

## Une politique publique nationale du livre et de la lecture

Le changement politique qui a mené le président Lula au pouvoir en 2002 est en grande partie due au mû-

### Le miracle de Ribeirão Preto

Ribeirão Preto est une ville de 500 000 habitants située dans l'État de São Paulo. Menée par une équipe dynamique issue du Parti des travailleurs, l'administration municipale y a choisi de prendre en main le problème de la lecture et de mettre en œuvre une solution politique d'ampleur.

#### Une loi municipale sur le livre

Tout a commencé en octobre 2001 avec la « loi du livre », qui inscrit de manière permanente et irrévocable, pour la première fois au Brésil, la rénovation du fonds des bibliothèques publiques, la promotion des auteurs locaux et la lecture en général dans le budget municipal. Elle oblige également les bibliothèques scolaires à être ouvertes à toute la communauté et la municipalité à créer d'autres bibliothèques publiques. Elle prévoit enfin la création d'un bibliobus qui doit parcourir les zones rurales. Dès la fin de l'année 2001, 80 nouvelles bibliothèques publiques étaient créées offrant chacune 3 000 livres neufs, l'objectif étant d'offrir une bibliothèque publique pour 6 000 habitants. Pour parvenir à cet objectif, la municipalité a ainsi créé des bibliothèques dans les hôpitaux, les prisons, les églises, les associations, les syndicats...

Un autre point fort de cette politique de lecture est l'organisation annuelle du salon du livre de Ribeirão Preto. Organisé en plein centre ville et entièrement gratuit pour le public, ce salon reçoit près de 300 000 visiteurs et permet la vente de 300 000 livres. Il est aujourd'hui devenu le deuxième salon du Brésil et rassemble quelque 500 auteurs.

#### Événements culturels

Enfin, la municipalité organise tout au long de l'année de nombreux événements culturels autour du livre et de la lecture : rencontres avec des auteurs locaux, café-philos, concours de poésie, conteurs... Tous ces moments viennent dynamiser les bibliothèques de la ville et en font des lieux très fréquentés par les habitants. Ainsi, en 2004, une enquête réalisée par un cabinet privé auprès d'un échantillon de 3 000 personnes a estimé que l'indice de lecture serait passé en 3 ans de 1,8 (qui correspond à l'indice national du Brésil) à 9,7 livres par an et par habitant\* ! L'étude a révélé qu'au moment de l'enquête, c'est-à-dire entre le 29 mai et le 5 juillet 2004, environ un tiers de la population était en train de lire au moins un livre, 57 % de la population affirmaient aimer lire et 76 % des enfants déclaraient aimer lire ou aimer qu'on leur lise des histoires.

Même si les chiffres ont un rôle évident de propagande politique, le miracle a bien eu lieu et le programme de promotion du livre et de la lecture que la municipalité de Ribeirão Preto a réalisé depuis 2001 est devenu une référence au Brésil. Le gouvernement Lula a bien l'intention de faire de cette politique locale un exemple pour la politique nationale du pays.

\* L'indice de lecture de 9,7 livres mis en évidence par la municipalité correspond au nombre de livres lus par habitant de la ville de Ribeirão Preto quel que soit l'âge de l'habitant et quel que soit le type de lecture (lecture pour l'école, pour le travail et livres seulement consultés). L'indice réel de lecture correspondant au nombre de livres lus par an et par habitant de 15 ans ou plus, non compris les livres lus pour l'école ou le travail ou simplement consultés, serait de 5,4.

rissement du Parti des travailleurs et au succès des expériences mises en place par celui-ci dans de nombreuses municipalités dont il avait la charge, comme la célèbre ville de Porto Alegre dont les budgets dits participatifs et le forum social sont devenus des exemples mondiaux. L'accession au pouvoir fédéral a incité un certain nombre de ces responsables politiques à généraliser, au niveau national, leurs réussites. Dans le cadre des questions de lecture publique, ce sont les solutions mises en place dans la ville de Ribeirão Preto, dont l'ancien maire est aujourd'hui ministre des Finances, qui ont été

choisies pour former la base d'une politique nationale du livre (cf. encadré).

#### Plan national du livre et de la lecture

En 2003, le Brésil s'est doté d'une « loi du livre » qui oblige l'État fédéral, les États fédérés et les municipalités à consacrer une part de leur budget à l'entretien des bibliothèques et l'acquisition de livres, sur le modèle de celle de Ribeirão Preto. Comme bien souvent au Brésil, la loi précède largement les actes et les résultats concrets se font encore attendre. Le mouve-

## Une faim de livres réelle, l'exemple de Brasília

Inaugurés en 1960, la ville de Brasília et son district fédéral sont un bon exemple du problème de la lecture publique au Brésil. Bien qu'étant la capitale du Brésil, elle ne dispose en effet que d'un réseau très indigent de bibliothèques publiques qui se montrent incapables de contribuer à réduire les très importantes différences sociales qui existent au sein de sa population.

Si les habitants du « plan-pilote », la partie planifiée et noble de la ville, ne sont pas très bien servis en bibliothèques publiques (trois pour environ 400 000 habitants), ils peuvent en effet se tourner vers les bibliothèques des grandes administrations pour trouver des documents<sup>1</sup>. Dans les « villes satellites », la situation est plus difficile. Issues de politiques de création de lotissements en périphérie du plan-pilote, ces banlieues lointaines sont peu à peu devenues de véritables villes indépendantes qui représentent aujourd'hui entre 60 et 70 % de la population du district fédéral. L'urbanisme y est anarchique, les services publics (eau, électricité, assainissement, collecte d'ordures) précaires et l'accès au livre presque impossible : 18 bibliothèques, dont les collections sont en général d'à peine quelques milliers d'ouvrages, doivent desservir 1,6 million d'habitants. Conscients de cette exclusion culturelle quasi totale, les gouvernements locaux ont implanté depuis une dizaine d'années un programme original dont l'investissement est inversement proportionnel au succès qu'il rencontre.

### Bibliothèques à domicile

Le secrétariat à la Culture du gouvernement du district fédéral (GDF) a ainsi lancé en 1990 un programme appelé *Mala do Livro – Bibliotecas domiciliares*, (« La valise de livres – Bibliothèques à domicile »), inspiré des idées de Neuza Dourado, une bibliothécaire. Celle-ci préconisait en effet de faire venir le livre directement à domicile, non pas en distribuant autoritairement des livres à chaque citoyen, mais en proposant aux habitants d'abriter dans leur maison une petite collection à usage de leur voisinage.

L'ensemble du projet est prévu pour ne coûter que le minimum. Les caisses de

livres sont fabriquées en bois recyclé par les prisonniers de la ville. Les livres disposés dans la caisse sont le résultat de campagnes de dons faites auprès de la population de Brasília : une campagne réalisée en 1997 dans les stations-service a permis de collecter 300 000 livres et, depuis, les dons continuent à un rythme d'environ 3 000 livres par mois (illustrant par ailleurs la fracture entre la partie de la population qui donne ses excédents de livres et celle qui a besoin de programmes sociaux pour y accéder).

Une fois collectés, les livres sont triés (environ 50 % sont jetés), nettoyés et estampillés. Chaque caisse contient 180 livres classés en quatre étagères correspondant à quatre classes : les livres de référence (livres didactiques, dictionnaires, atlas, bible...), les livres pour enfants (malheureusement sans bande dessinée, car il n'y a jamais de dons de ce type d'ouvrages), la « littérature brésilienne » et la « littérature étrangère<sup>2</sup> ». Elle est complétée par un abonnement au journal local, offert par son éditeur. Il n'existe pas de catalogue, ni de catalogage des livres, seulement un registre des caisses fait en deux exemplaires, un pour l'administration et un pour l'habitant qui reçoit la caisse.

L'habitant-relais reçoit la caisse de livres, une grande affiche du programme et des panneaux informatifs à disposer devant sa maison et à l'intérieur de celle-ci. Cette personne est toujours un particulier, une femme au foyer à 86 %, jamais une association, et doit savoir lire et écrire. Le secrétariat à la Culture, devant l'affluence des volontaires, organise un test pour vérifier si la personne n'est pas analphabète et environ une personne sur deux échoue. L'habitant-relais doit mettre les livres à disposition de la communauté intéressée sans obligation d'horaire, doit prêter les livres en remplissant des fiches-lecteurs rudimentaires, aider les enfants à faire leurs devoirs scolaires et accueillir les activités de promotion de la lecture organisées par le GDF (conteur, spectacle, conférence...). Le contenu de la caisse est changé une fois par trimestre à l'exception des dictionnaires et atlas qui restent chez l'habitant. Le transport des livres est assuré par un minibus donné par la compagnie des eaux.

### Des moyens dérisoires

Les moyens mis en œuvre sont dérisoires : les caisses et le minibus sont gratuits, les livres sont donnés ; seuls quatre fonctionnaires (dont aucun bibliothécaire) et quelques feuilles photocopiées sont à la charge du GDF. En 1998, année où le GDF a voulu acheter, exceptionnellement, des dictionnaires neufs pour chaque caisse, le budget du programme a été de 27 000 euros pour l'année !

Or les résultats sont là : aujourd'hui, 14 ans après sa création, il existe près de 400 caisses de livres distribuées dans les 21 villes-satellites de Brasília, desservant 121 750 lecteurs enregistrés. C'est-à-dire que près de 10 % de la population des banlieues de Brasília sont devenus usagers des caisses de livres. En moyenne, chacune de ces caisses, avec moins de 200 livres usagés, est capable de rassembler 300 lecteurs par mois, certaines près de 400 lecteurs. Et pour l'année 2003, 1 582 512 prêts ont été réalisés. Si l'objectif de l'État, qui était d'installer une caisse de livres dans chaque « quadra<sup>3</sup> » n'est pas encore atteint (il faudrait doubler le nombre de caisses), ce qui existe déjà est assez impressionnant vu le peu d'investissement public fourni. Le succès est grand et montre la véritable faim de livres qui existe au Brésil, principalement dans les classes qui n'ont pas accès aux livres.

1. Il existe à Brasília un réseau informatisé des bibliothèques du Sénat, de la Chambre des députés et de 14 autres organismes du pouvoir exécutif, législatif et judiciaire (RUBI). Ce réseau informatisé accessible *via* Internet met à disposition du public le catalogue commun de plus de 700 000 documents spécialisés dans le domaine du droit et rend possible la localisation et la réservation en ligne par les usagers.

2. En fait, il s'agit d'une part des livres de fiction ou documentaires écrits par un auteur brésilien, d'autre part de livres tout genre confondu écrits par des auteurs étrangers.

3. Les « quadras » sont les unités de voisinage des lotissements du district fédéral, on en dénombre un peu plus de 1 000 actuellement.

ment se poursuit néanmoins puisque le gouvernement Lula doit annoncer en 2005 son Plan national du livre et de la lecture. Devant être reformulé tous les trois ans, mais destiné à être permanent, il prétend mettre fin aux nombreux programmes ou projets récurrents et tous éphémères des précédents gouvernements en dotant le

Brésil d'une vraie politique de lecture publique pérenne. Ce Plan réunit 14 ministères, des organisations privées, et des organisations non gouvernementales autour de plusieurs objectifs :

1. Démocratiser l'accès au livre en :  
– créant près de 1 000 nouvelles bibliothèques dans les communes qui

ne disposent pas encore de bibliothèques publiques ;

– continuant les campagnes de distribution de livres en fournissant près d'un million de livres par an aux États et un autre million avec les *cestas basicas* (lots de nourriture bon marché que les familles achètent dans les supermarchés ou qui sont distribués

dans le cadre de politiques sociales) ;  
 - organisant des salons du livre du type de celui de Ribeirão Preto.

2. Travailler sur l'image du livre par des articles dans la presse, des campagnes télévisées et radiophoniques. On voit même se développer dans les *novelas* (feuilleton local à très forte audience qui sert souvent d'instrument d'éducation des masses) des références explicites aux lectures des personnages principaux !

3. Multiplier par 10 le nombre de librairies installées au Brésil et aider les éditeurs à augmenter le tirage d'exemplaires (2 000 en moyenne actuellement alors qu'il était de 4 000 dans les années 1990).

4. Supprimer tous les impôts sur le livre, faisant baisser, selon les éditeurs, le prix du livre de 10 %.

5. Développer la formation des professionnels du livre par l'intermédiaire d'un Observatoire du livre et de la lecture censé offrir des cours de formation continue spécialisée. Il est prévu de former 1 000 « agents-médiateurs de lecture » d'ici l'année 2006.

Avec ce Plan, le gouvernement Lula prétend augmenter de 50 % l'indice de lecture du Brésil. L'exemple de Ribeirão Preto et la volonté d'intégrer et de coordonner toutes les

micropolitiques existantes au Brésil donnent aux membres du gouvernement l'espoir de réussir. Pourtant, le budget national alloué à ce Plan semble bien faible au regard des ambitions qu'il affiche, puisqu'il devrait fonctionner grâce à l'Institut national du livre et de la lecture doté d'un peu moins de 15 millions d'euros et d'un fonds du livre de 12,5 millions d'euros résultant d'un prélèvement de 1 % du prix de chaque livre vendu (consenti par les éditeurs en compensation de l'exonération fiscale du livre).

### *Brésil, le pays du livre ?*

À l'heure où nous achevons cet article, le Plan national du livre et de la lecture n'est encore qu'un projet. Annoncé par le gouvernement à la fin de l'année 2004, il devrait entrer en vigueur courant 2005, qualifiée d'année de la lecture, « année du grand tournant » selon les responsables politiques. L'enthousiasme ne manque ni au sein de l'équipe dirigeante, ni dans la presse qui titrait à la une d'un grand magazine national : « Brésil, le pays du livre ». Enthousiasme partagé par l'ensemble de la population, et surtout par les classes

défavorisées qui identifient le livre comme un instrument de promotion sociale, pour preuve le succès extraordinaire de la caisse de livres de Brasília, traité dans l'encadré en page précédente, et le succès de la plupart des projets locaux d'implantation de microbibliothèques dans les quartiers difficiles.

Malgré des difficultés géographiques, sociales et économiques énormes et le retard par rapport à ses voisins d'Amérique latine en matière d'équipements de lecture publique, le Brésil semble bien avoir décidé de se doter d'une véritable politique publique de la lecture. Or, dans un pays qui s'est établi au premier rang mondial pour de nombreux secteurs économiques (avions court-courriers, aviculture, forage de pétrole en eaux profondes,...), dans des temps records, et qui possède des instruments de gestion publique des plus avancés (vote électronique, diffusion de l'information publique par Internet, gouvernance électronique), le pari n'a rien d'impossible.

L'avenir dira si l'année 2005 restera comme l'année du Brésil en France ou l'année de la lecture au Brésil.

*Janvier 2005*